



# AFRICA EUROPE FAITH AND JUSTICE NETWORK RESEAU FOI ET JUSTICE AFRIQUE EUROPE

174, rue Joseph II str.  
B 1000 BRUSSELS - Belgium  
Tel. +32.(0)2.234.68.10 / Fax. +32. (0)2.231 14 13  
email: [aefjn@aefjn.org](mailto:aefjn@aefjn.org)  
<http://www.aefjn.org>

## NOUVELLES d'AEFJN

N° 37 Janvier 2010

### **Des tests plus rapides et moins onéreux pour un dépistage meilleur de la TB**

Munyaradzi Makoni, Cape Town

<http://www.scidev.net>

Le rapport général de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) à propos de la TB signale que l'Afrique du Sud a eu près de 460.000 nouveaux cas de TB en 2007, et estime à 948 sur 100.000 le nombre de cas de la population infectée. L'épidémie du VIH/SIDA de la dernière décade a créé une résurgence des cas de TB en Afrique sub-saharienne. Le diagnostic de cette maladie a été lent mais les chercheurs semblent avoir mis au point un système plus économique et rapide.

La technologie utilisée dans les aéroports pour la sécurité pourrait amener à un diagnostic de la TB. Le système développé par l'Afrique du Sud, TBX, prend des images « digitales » d'échantillons de crachats des patients et cherche la marque structurelle de la TB, de manière identique à celle des scanners des aéroports pour identifier des types d'explosifs. Le TBX peut diagnostiquer la TB en 24 heures. Il exige peu de travail manuel au microscope et ne demande donc pas de capacités spécifiques pour son fonctionnement. Le TBX est opérationnel 24/24 heures. Il peut faire le travail microscopique conventionnel de la TB, - l'analyse de crachats frais des poumons, ou d'échantillons cultivés dans le laboratoire – ce qui signifiait des jours ou des semaines pour l'obtention du diagnostic. <http://www.scidev.net/en/news/tb-diagnosis-boosted-by-faster-cheaper-test.html>

### **Nouvelle animation au sujet de la transparence des revenus des industries**

*Oxfam America* vient de lancer une nouvelle vidéo qui, on l'espère, par le biais de la créativité, éduquera le public des USA sur la part très réduite des profits des industries minières qui est celle des communautés locales. La vidéo « *Follow the money* » (Suivez l'argent) apparaît sur la page d'accueil d'Oxfam America [[www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org)] cette semaine et peut aussi être vue grâce au lien qui suit . <http://www.oxfamamerica.org/campaigns/extractive-industries/animated-short>

Le temps entre une station service des USA et un village africain est très court... Communiquez vos commentaires à l'adresse ci-dessous : <http://www.youtube.com/user/oxfamamerica#p/u/0/W-HMxFrpzu4>

### **Publish What You Pay (PWYP) (Publiez ce que vous payez) – Coalition tanzanienne : une campagne de transparence pour les ressources avance en 2010**

Resource transparency campaign advancing to 2010 Press Release

[www.fordia.org](http://www.fordia.org)

En 2010, PWYP planifie de mener en Tanzanie des recherches, de renforcer les plaidoyers et d'éveiller les possibilités d'actions de ses membres et du public en général. Le but est d'amener le gouvernement à rendre compte. Des organisations de la société civile ont déclaré en septembre 2009 leur intention d'établir une coalition nationale de PWYP pour mener et soutenir la campagne pour la transparence dans l'industrie d'extraction. PWYP s'attelle plus spécialement, dans ses campagnes, au pétrole, au gaz, aux minerais, à la forêt (faune incluse) et aux pêcheries.

Comme beaucoup d'autres pays africains riches en ressources, la Tanzanie a été jusqu'à un passé récent envahie par les *Foreign Direct Investors* (FDIs) (Investisseurs étrangers directs) et des conglomérats de multinationales qui recherchent leur intérêt majeur dans les ressources naturelles, surtout les minerais, le pétrole, le gaz, les forêts et les pêcheries, connus comme industries d'extraction (EIs). Le secret observé dans les contrats, l'opacité, la mauvaise gouvernance et le dépouillement de l'Afrique par ces EI montre la complicité entre ces industriels et les gouvernants africains, pour un profit des entreprises et des investissements douteux et la Tanzanie ne fait pas exception à la règle.

### **Les concessions entre l'Afrique du sud et le Congo : une exploitation ou un salut ?**

African Business/Pambazuka, by Khadija Sharife - January 11, 2010. Paru dans Africa business Magazine

Les Sud-Africains appellent « new Great Trek » (le nouveau grand Trek) les contrats de location des terres entre le Congo Brazzaville et l'Afrique du Sud, sources de beaucoup de discussions.

Actuellement, on estime que plus de 30 millions d'hectares dans environ 30 pays africains ont été loués à un groupes de compagnies et de gouvernements, depuis la Chine –peuplée par un cinquième de la population mondiale et qui ne compte que 8% des terres arables de notre plante, jusqu'au pays du Golfe, riches en pétrole et pauvres en eau. Les contrats relatifs à ces concessions sont souvent faits dans le secret mais African Business (Affaires africaines) vient d'apprendre qu'ils autorisent souvent un accès gratuit à l'eau, un rapatriement des profits, des exemptions de taxes et la possibilité pour les investisseurs d'acquérir la terre sans aucun prix, avec peu ou pas de restrictions quant à la nourriture exportée ni quant à son usage envisagé, avec en retour, une vague promesse de développer l'infrastructure et les marchés. Les termes de ces concessions varient de pays à pays et de contrat à contrat. Dans certains cas, le pays d'accueil se bat pour un bon contrat et dans d'autres les investisseurs mènent le jeu.

Le débat fait toujours rage sur cette question et la location de 200.000 hectares de terres par le Congo à des fermiers sud-africains, avec plus de 10 millions d'hectares dans la balance pour d'autres contrats à l'avenir, question for débattue semble marquer une distance par rapport aux contrats habituels qui favorisent l'acquisition par les multinationales de terres à l'étranger. Ce nouveau contrat souligne l'obligation de s'engager dans l'agriculture commerciale sur ces terres, surtout pour un usage domestique, ce qui assure la sécurité alimentaire, mais aussi le fait que de bonnes récoltes peuvent réduire annuellement la dette phénoménale de la République du Congo de 70 à 40 pour cent du PNB.

Une personnalité de l'ABSA AgriBusiness, chef de file dans le financement du secteur agricole, décrit les fermiers sud-africains ainsi : « ils sont capables d'exploiter les fermes sans soutien gouvernemental, peuvent entre en compétition avec les meilleurs sur le marché mondial et même, avec nos maigres ressources, ils produisent du profit. »

### **Un lien entre trois OGM approuvés en lien et des organes endommagés**

Rady Ananda

[www.countercurrents.org](http://www.countercurrents.org)

Des chercheurs des universités de Caen et de Rouen ont fait une étude assez complète sur les effets des aliments génétiquement modifiés sur la santé mammaire et ont établi un lien entre les organes endommagés et l'absorption de trois variétés de maïs génétiquement modifiés produits par Monsanto : Mon 810, Mon 863 et Mon 603 qui avaient été préalablement acceptés pour la consommation par les USA, les autorités européennes et d'autres organisations sanitaires nationales. Les données « soulignent clairement les impacts négatifs sur les reins et le foie, organes qui désintoxiquent l'organisme, ainsi qu'à certains niveaux, des dommages sur le cœur, les glandes adrénalines, la rate et le système hématopoïétique » affirme un spécialiste en biologie moléculaire de l'université de Caen.

### **RDC : Un expert onusien porte témoignage contre la maltraitance vis-à-vis des enfants soldats**

<http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900SID/EGUA-7ZGUCL?OpenDocument>

Les enfants ne peuvent dire oui à leur propre exploitation et une profonde maltraitance des enfants recrutés pour les conflits est particulièrement odieuse, c'est ce qu'a déclaré un dirigeant de l'ONU lors du procès d'un des seigneurs de guerre congolais, accusé de recruter des enfants soldats.

### **Armes et conflits armés**

<http://levif.rnews.be/actualite/belgique/72-56-43860/fn-herstal--le-contrat-avec-la-libye-encore-malmene.html>

En Belgique, d'après un rapport il semble que le gouvernement wallon a ignoré les craintes émises par le gouvernement fédéral au sujet des violations des droits humains avant que ne soient exportés des armes vers la Libye. En octobre, la plus haute cour belge a suspendu la licence sur les armes accordée par le gouvernement wallon, en citant les cas d'abus dans le domaine des droits humains et le rôle de la Libye comme nœud dans le trafic des armes. La décision de la cour est venue trop tard pour arrêter l'exportation de la plupart des armes. Aujourd'hui des rapports signalent que le gouvernement wallon aurait accordé une nouvelle licence pour l'exportation d'armes vers la Libye, malgré les craintes du gouvernement fédéral de la manière dont les droits humains sont respectés en Libye.

Un rapport publié par le Secrétariat de la Déclaration de Genève veut aider les pays en développement à mettre au point une approche de santé publique pour la prévention des blessures, et ce surtout en Afrique. Voici quelques leçons apprises grâce à des projets pilotes qui sont menés en RD Congo, au Kenya, au Nigeria, en Uganda et en Zambie : Comprendre la violence : le rôle des systèmes de surveillance des blessures en Afrique.

[www.genevadeclaration.org/fileadmin/docs/Geneva-Declaration-Injury-Surveillance-Systems-in-Africa.pdf](http://www.genevadeclaration.org/fileadmin/docs/Geneva-Declaration-Injury-Surveillance-Systems-in-Africa.pdf)